

## Communautés & TIC : Baromètre 2005

*Les statistiques présentées sont issues d'une enquête spécifique menée par l'observatoire de l'ADCF en novembre 2005, associé au cabinet e-Conception.Net ([www.e-conception.net](http://www.e-conception.net)). 346 réponses ont été recueillies sur 599 questionnaires diffusés.*

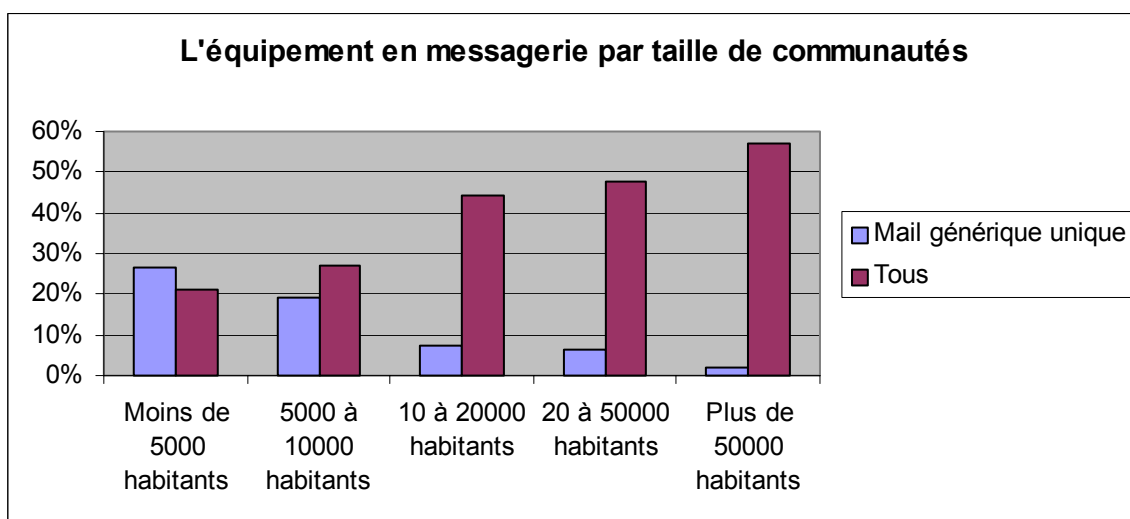
### ● Accès banalisé à internet et développement de la messagerie électronique

Concernant l'accès à Internet, seule une communauté répondante déclare ne disposer d'aucun accès à internet.

Si l'on se penche sur la messagerie électronique, 15% de notre échantillon se contente d'une adresse générale unique, aucun agent ne disposant d'adresse déclinée. En 2004, nous notions par ailleurs que l'usage de la messagerie n'était banalisé que dans 12% des communautés dans lesquelles chaque agent disposait d'une adresse mail en propre.

En **2005**, de réels progrès sont apparus, l'accès au web et à la messagerie s'étant « démocratisé » au sein des services : l'usage de la messagerie est généralisé à tous les agents dans **36%** des communautés ; il est également à disposition de l'ensemble des agents administratifs pour **38%** des structures. Les communautés qui limitent cet accès aux seuls services de direction ne représentent plus que 12% de l'échantillon. Les 3/4 des communautés ont donc généralisé complètement ou partiellement l'usage de la messagerie.

Le facteur discriminant le plus fort est alors le nombre d'habitants de la communauté.



En effet, 82% des communautés ne disposant que d'une adresse mail générique font partie de la strate des moins de 10 000 habitants. On constate d'ailleurs que plus la communauté est de taille importante, plus le taux des non-équipés diminue (seulement 2% des communautés de plus de 50 000 habitants).

Une observation qui croise la typologie de territoire : les communautés du monde rural sont surreprésentées dans le groupe ne disposant que d'une adresse (18% contre 12% en moyenne). A l'inverse, elles sont sous représentées dans les communautés généralisant le mail (25% contre 36% en moyenne).

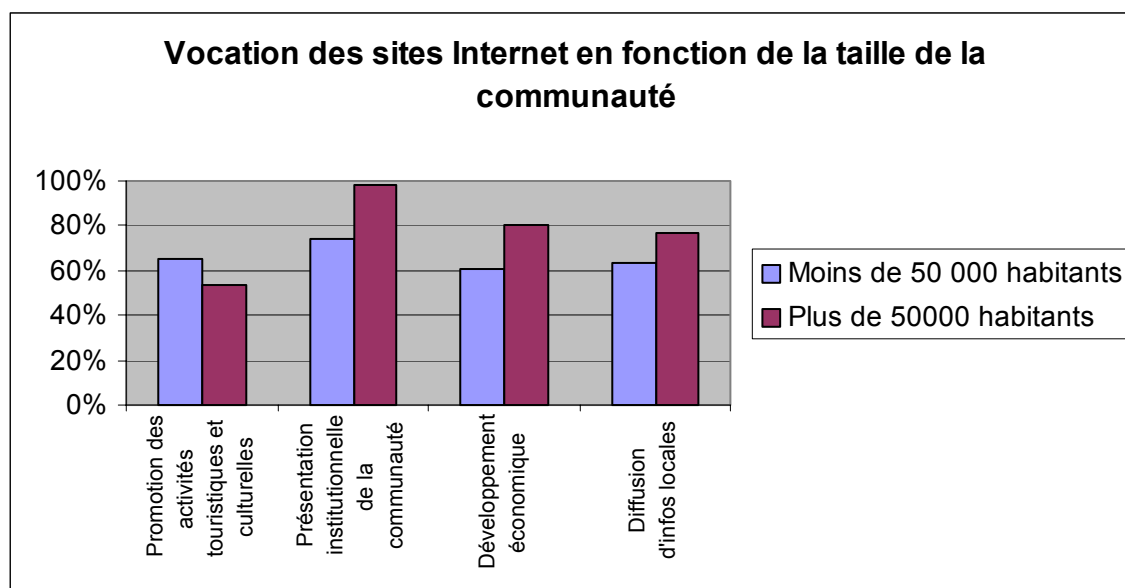
## ● De plus en plus de communautés en ligne

En 2004, 39% des communautés étaient dotées d'un site internet (ce qui représentait déjà une progression de 12 points par rapport à l'année précédente). 30% envisageaient, l'année dernière, le développement d'un site à brève échéance.

En **2005**, ces projets annoncés se sont concrétisés, puisque **61%** des communautés revendiquent désormais leur présence sur le web. **24%** déclarent y réfléchir, ce qui devrait porter à 85% le taux de communautés dotées d'un site dans les prochains mois. Les communautés non équipées et ne projetant pas de le faire font partie de la strate des moins de 5000 habitants (50%). Fait notable, il n'existe pas de différence entre les communautés des zones urbaines et les communautés du monde rural en ce qui concerne le taux d'équipement en site internet (61% dans les 2 groupes), peu en ce qui concerne les vocations de ces sites.

### Vocation des sites internet des communautés (comparaison 2004 / 2005)

	<u>2004</u>	<u>2005</u>
- présentation institutionnelle de la communauté et de ses missions	77,5%	92%
- promotion des activités touristiques et culturelles du territoire	64%	75,5%
- diffusion d'informations locales	64%	77%
- développement économique	60%	76%



Sur la vocation des sites Internet, les taux concernant l'ensemble des items ont progressé, ce qui traduit 2 phénomènes:

- Les sites de dernière génération, réalisés depuis un an, couvrent de manière quasi systématique l'ensemble du champ des possibles, de la présentation institutionnelle jusqu'au développement économique, en passant par la promotion du territoire et la diffusion des informations locales.
- Les sites qui existaient déjà ont souvent été enrichis de manière à élargir leurs vocations.

Même si les écarts se sont tassés, les communautés de plus de 50 000 habitants utilisent en plus grande majorité leurs portails internet pour communiquer sur les missions (présentation institutionnelle), les informations locales et le développement économique, alors que les plus petites communautés sont plus focalisées sur la promotion touristique et culturelle de leurs territoires.

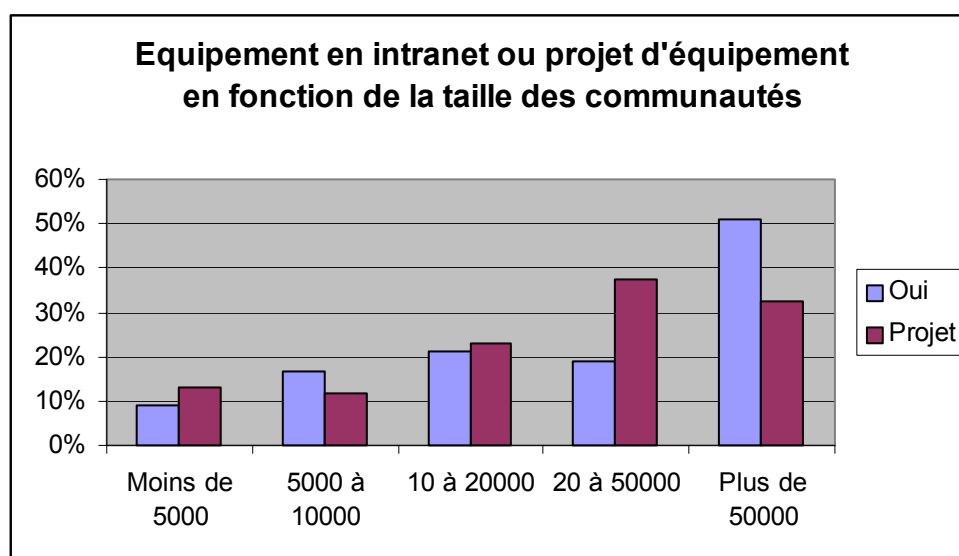
## ● Nette progression des outils collaboratifs

Seuls 11% des EPCI disposaient d'un intranet ou d'un extranet en 2004. 21,5% des communautés déclaraient en étudier le déploiement. Ces Intranets recensés en 2004 étaient généralement ouverts aux communes membres de la communauté (92%).

En **2005**, la moitié des réalisations projetées en 2004 se sont concrétisées, ce qui porte à **21%** le taux des communautés dotées d'un outil coopératif opérationnel, soit un doublement du parc.

Par ailleurs, 21% des communautés interrogées envisagent ce déploiement dans les mois à venir.

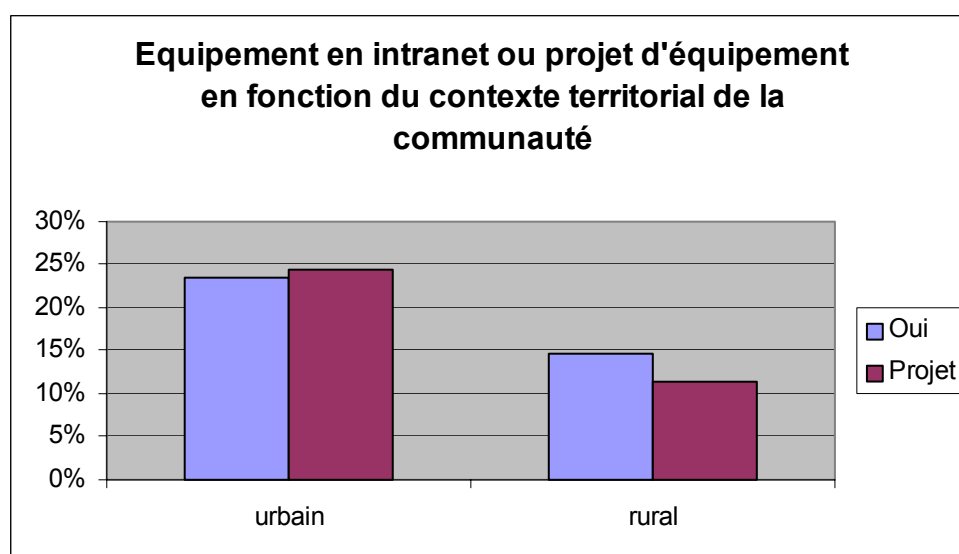
Comme dans le cas de la généralisation de la messagerie, des écarts importants existent entre les communautés en fonction de leur taille et de leur typologie.



Les communautés de moins de 5000 habitants sont moins équipées et sont aussi celles qui présentent le moins de projets (avec la catégorie supérieure, à savoir les 5 à 10 000).

Les communautés de 5000 à 50000 habitants sont équipées dans des proportions équivalentes, par contre les projets d'équipement augmentent de manière très importante dès lors que les tailles croissent.

Enfin, plus d'une communauté sur 2 de plus de 50 000 habitants est équipée et 33% de celles qui ne le sont pas encore projettent de le faire rapidement.



Les communautés situées en milieu rural sont moins équipées que les communautés du monde urbain. C'est d'autant plus dommage que c'est dans le premier type que les apports des outils collaboratifs font le plus sentir leurs avantages en permettant, d'une part, de mutualiser des actions (travail collaboratif notamment) et d'autre part, de limiter les déplacements, souvent importants en zone rurale, en accédant à distance aux données (ressources documentaires, agenda partagé, ...).

Si les projets se concrétisent, le décrochage risquent de s'accroître entre, d'un côté, les petites communautés du monde rural et, de l'autre, les communautés du monde urbain.

Concernant leurs fonctionnalités, ces intranets communautaires - si l'on se réfère à la statistique globale - ne sont plus autant ouverts aux communes membres (dans un cas sur deux seulement), ce qui laisse supposer par comparaison avec notre baromètre 2004 :

- D'une part, que la quasi totalité des réalisations récentes, en période de « rodage », ne sont pas encore accessibles aux communes membres ;
- D'autre part, que les communes ne sont pas toujours très favorables à intégrer ce type de dispositifs, notamment lorsque les communes et la communauté entretiennent des relations tendues.

### **Destination des outils collaboratifs communautaires, comparaison 2004 / 2005**

	<b>Réalisé 2004</b>	<b>Réalisé 2005</b>	<i>Projets en 2005</i>
Partage d'information (agenda, messageries, annuaires)	<b>76%</b>	<b>96%</b>	<i>54%</i>
Accès à des ressources documentaires	<b>58%</b>	<b>82%</b>	<i>46%</i>
Travail collaboratif	<b>40%</b>	<b>60%</b>	<i>37,5%</i>
Echanges de données financières	<b>27%</b>	<b>35,5%</b>	<i>29%</i>
Gestion des RH (paie, congés, formation...)	<b>9%</b>	<b>19%</b>	<i>11%</i>
Gestion des équipements communautaires	<b>9%</b>	<b>16,5%</b>	<i>16,5%</i>

### **● Autres applications : dématérialisation en hausse, e-démocratie à la peine**

Parmi les autres domaines d'appropriation des TIC sur lesquels nous avons souhaité mesurer l'implication des communautés pour la première fois en 2004, seule la dématérialisation des marchés publics, du fait des contraintes légales, a enregistré un « bond en avant » significatif. La mise en réseau des équipements publics et les usages liés à l'e-administration progressent aussi, mais dans une moindre mesure. A l'opposé, l'e-démocratie n'est l'objet que de rares expériences et demeure un champ à défricher pour les communautés.

#### **Evolution des applications jugées émergente en 2004**

	<u><b>2004</b></u>	<u><b>2005</b></u>
- dématérialisation des marchés publics	<b>8%</b>	<b>35,25%</b>
- mise en réseau d'équipements publics	<b>6%</b>	<b>14,7 %</b>
- e-administration	<b>3%</b>	<b>10%</b>
- visioconférence	<b>1,5%</b>	<b>4%</b>
- e-démocratie locale	<b>0,6%</b>	<b>2,9%</b>

## ● Les actions en faveur du développement des usages

### L'accès au meilleur débit, une préoccupation constante

Alors que 19% des communautés déclaraient œuvrer directement ou indirectement au déploiement du haut débit en 2004, elles sont plus de **38%** en 2005.

Plus nombreuses quantitativement à se soucier de la desserte de leur territoire et de la qualité de celle-ci, les communautés présentent cependant une hiérarchisation de leurs priorités et pratiques d'intervention inchangée.

#### Les communautés agissant sur l'accès au haut débit, rappel 2004

	Tot EPCI	CC	EPCI urbains
Politique d'accès ciblée (ZAE, bâtiments publics...)	<b>47%</b>	42%	93%
Politique d'accès du grand public	<b>45%</b>	47%	33%
Négociation avec les opérateurs	<b>44%</b>	44,5%	40%
Déploiement et financement de l'accès	<b>18%</b>	17%	26,5%

#### Les communautés agissant sur l'accès au haut débit en 2005

	Tot EPCI	CC	EPCI urbains
Politique d'accès ciblée (ZAE, bâtiments publics...)	<b>43,9%</b>	38,5%	65,5%
Politique d'accès du grand public	<b>41,6%</b>	43,5%	34,5%
Négociation avec les opérateurs	<b>31%</b>	26,5%	50%
Déploiement et financement de l'accès	<b>20,5%</b>	17%	34,5%

*Alors que les communautés de communes continuent à privilégier des politiques d'accès du grand public, celles des groupements urbains centrées sur les accès physiques ciblés amorcent un déclin, les opérations programmées en 2004 étant pour partie réalisées.*

### Sensibilisation des publics, net rattrapage

Avec 8% de points fixes d'accès publics et un taux de formation des agents et élus se situant à 18,5% (34% dans les agglomérations), les politiques de sensibilisation apparaissaient en 2004 quelque peu délaissées par les communautés.

Le baromètre **2005** enregistre là de réels progrès, puisqu'il répertorie **17,35%** de points fixes d'accès publics ou encore l'implantation de bornes multimédias dans **14,15%** des communautés.

S'agissant de la formation de leurs agents et élus, ce sont désormais **31%** des communautés qui affirment avoir engagé une telle action (43% des communautés de plus de 50 000 habitants). Par contre seule 20 % des communautés de moins de 5000 habitants en ont fait de même. L'implication générale reste cependant bien plus forte qu'en 2004. C'est une conséquence logique de la banalisation de l'usage de la messagerie et du doublement du nombre des outils collaboratifs opérationnels ; ce dernier entraîne également un effort d'accompagnement de l'équipement informatique des mairies porté à **29%** (16% en 2004).

**En conclusion**, on retiendra de ce second baromètre, dont les indicateurs présentent tous une tendance à la hausse d'au moins 10%, que les communautés poursuivent à grand train leurs efforts d'équipement comme de sensibilisation.

Reste qu'à côté de cette dynamique, on constate, sur la plupart des actions engagées en faveur des TIC, à l'exception notable de l'équipement en site Internet, que les communautés de petite taille, situées en milieu rural semblent décrochées petit à petit de cette tendance. Il convient donc que les pouvoirs publics engagent une réflexion sur les moyens permettant de sensibiliser ce groupe de communautés, de manière à favoriser un aménagement numérique du territoire cohérent.